



---

## **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**Fourniture et livraison de pains et de viennoiseries à l'état frais  
pour le Centre Hospitalier Le Vinatier**

### **Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)**

#### **Acheteur – Pouvoir adjudicateur**

---

Centre Hospitalier le Vinatier

Adresse : 95 Boulevard Pinel BP 30039 69678 BRON cedex

Téléphone : 04 37 91 55 55

Télécopie : 04 81 92 58 02

N° SIRET : 266.900.083.00012

#### **Ordonnateur**

---

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier le Vinatier, Pascal MARIOTTI

#### **Service prescripteur**

---

Service Restauration

#### **Comptable public assignataire des paiements**

---

Trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon

3, quai des Célestins

69002 LYON

## TABLE DES MATIERES

1.	Objet de l'accord-cadre .....	4
2.	Modalités de la consultation .....	4
2.1	Procédure de passation .....	4
2.2	Allotissement .....	4
2.3	Forme et étendue du marché public .....	4
3.	Durée de l'accord-cadre .....	4
4.	Documents contractuels .....	5
5.	Obligations des cocontractants.....	5
5.1	Représentation .....	5
5.2	Echanges dématérialisés .....	5
5.3	Assurances .....	6
5.4	Obligations administratives .....	6
5.5	Conformités des fournitures et produits utilisés .....	6
5.6	Clauses environnementales.....	6
5.7	Confidentialité .....	7
5.8	Sécurité et prévention .....	8
5.8.1	Généralités .....	8
5.8.2	Autorisation d'accès du personnel sur les sites .....	9
5.8.3	Accès des véhicules.....	9
6.	Défaillance du titulaire .....	9
7.	Clause de réexamen .....	9
8.	Marchés de prestations similaires / livraisons complémentaires .....	9
9.	Acquisitions supplémentaires par devis .....	10
10.	Acquisitions supplémentaires par catalogue .....	10
11.	Dispositions relatives à la sous-traitance .....	10
12.	Modalités de détermination des prix de règlement .....	10
12.1	Contenu des prix.....	10
12.2	Forme du prix .....	11
12.3	Formule de révision .....	11
12.4	Clause de sauvegarde .....	12
12.5	Offres promotionnelles .....	12
13.	Conditions d'exécution du marché .....	12
13.1	Conditions de passation des bons de commande .....	12
14.	Stockage, emballage, transport et gestion des déchets .....	13
15.	Conditions de livraison .....	13

16.	Opérations de vérification .....	14
16.1	Délai de vérification .....	14
16.2	Transfert de propriété .....	14
17.	Certificat de bonne exécution du marché.....	14
18.	Garantie technique .....	15
19.	Avance.....	15
20.	Acomptes .....	15
21.	Facturation et délais de paiement .....	15
21.1	Transmission des demandes de paiement .....	15
21.2	Paievements des cotraitants .....	16
21.3	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	16
22.	Cession ou nantissement de créances .....	17
23.	Pénalités.....	17
23.1	Pénalités pour non-respect des délais de livraison .....	17
23.2	Pénalités pour absence de livraison .....	17
23.3	Pénalités pour retard de transmission de documents .....	17
23.4	Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux.....	17
23.5	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal .....	17
24.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	18
25.	Résiliation de l'accord-cadre .....	18
25.1	Résiliation pour faute .....	18
25.2	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	18
26.	Droit et langue .....	18
27.	Règlement des différends .....	19
27.1	Règlement amiable des différends.....	19
27.2	Règlement contentieux des différends .....	19
28.	Garantie .....	19
29.	Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
30.	Déroghations aux documents généraux .....	19

## 1. Objet de l'accord-cadre

La présente consultation a pour objet l'approvisionnement en pains et viennoiseries à l'état frais au profit des Unités de Soins et du Centre de Production Alimentaire de Centre Hospitalier Le Vinatier.

Lieu d'exécution des prestations : Centre hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel, 69500 Bron.  
Les points de livraison, pour la semaine et pour le weekend sont précisés en annexes du présent CCTP.  
Un plan du Centre Hospitalier Le Vinatier est également annexé. Cette liste est susceptible d'évoluer pendant la durée du marché.

## 2. Modalités de la consultation

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2120-1 3°, L2124-2, R2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

**Code CPV** : 15811100-7 Pain

### 2.2 Allotissement

Cet accord-cadre est composé d'un lot unique car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (article L.2113-11 du code de la commande publique).

### 2.3 Forme et étendue du marché public

Le présent accord-cadre est mono-attributaire. Il est conclu sans minimum et avec maximum conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique. Il est exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique

Montant maximal de l'accord-cadre : 400 000 € HT

## 3. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une **durée initiale de douze (12) mois** à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025.

Une période estimative de prise de contact avec le titulaire sortant de **deux (2) semaines** est prévue (estimation du 17/11/2025 au 30/11/2025) et incluse dans le prix du marché afin d'assurer la bonne transmission et exécution du marché.

Il est reconductible tacitement **deux (2) fois** à la date anniversaire, la première fois pour une durée de **douze (12) mois**, la seconde fois pour une durée de **dix (10) mois et quinze (15) jours** pour une **durée totale maximale de trente-quatre (34) et quinze (15) jours.**

En cas de non reconduction, le Pouvoir Adjudicateur fait connaître sa décision au minimum trois (3) mois avant la période de reconduction.

Si le Pouvoir adjudicateur prenait la décision de ne pas reconduire cet accord-cadre, le titulaire ne pourrait prétendre à une quelconque indemnité.

## 4. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, l'accord cadre ou le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du CHLV font seuls foi, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) et (DQE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées à l'article Dérogations aux documents généraux du présent CCAP ;
- Le mémoire technique du titulaire et les fiches techniques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les bons de commande ;

En cas de modification apportée en cours d'exécution, tout document modificatif a la même valeur que le document auquel il se rapporte.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent contrat (exemple : conditions figurant sur les factures, conditions énoncées dans les documents commerciaux, conditions générales de vente imprimées au verso des pièces contractuelles etc..).

## 5. Obligations des cocontractants

### 5.1 Représentation

Conformément à l'article 3.3 du CCAG FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et indique par mail cette désignation au titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Le suivi contractuel de l'accord-cadre est assuré par la cellule des marchés (\_cellule\_marches@ch-le-vinatier.fr )

Le suivi opérationnel de l'accord-cadre est assuré par le service Restauration. Les coordonnées du point de contact seront transmises au titulaire lors de la réunion de lancement du marché.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le représentant du titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à l'engager et les personnes habilitées à suivre l'exécution technique et financière de l'accord-cadre.

### 5.2 Echanges dématérialisés

Les échanges concernant l'exécution du présent accord-cadre se font de manière dématérialisée (par email).

### 5.3 Assurances

Le titulaire est responsable de tous les dommages accidentels aux tiers et aux matériels causés par un personnel dans l'exercice du présent accord-cadre et doit pouvoir fournir sur demande les attestations d'assurance voulues, garantissant une couverture suffisante appropriée à l'objet de l'accord-cadre, en application de l'article 9 du CCAG FCS.

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il transmet au CHLV dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations les justificatifs d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément et immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire doit être en mesure de fournir ces mêmes documents pour ses sous-traitants.

### 5.4 Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail. A ce titre, le titulaire fournit les modalités d'accès à ces documents.

### 5.5 Conformités des fournitures et produits utilisés

Les fournitures et produits, afférents au présent accord-cadre, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

### 5.6 Clauses environnementales

Le titulaire s'engage à privilégier la fourniture de produits de qualité, durables et/ou issus de l'agriculture biologique, au sens des obligations de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi « EGALIM » et conformément aux dispositions du décret d'application n° 2019-351 du 23 avril 2019 relatif à la composition des repas servis dans les restaurants collectifs en application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'ensemble des signes, mentions, écolabels, certifications ou leurs équivalences sont exigés au titre des spécifications techniques des produits conformément aux articles R. 2111-4, R. 2111-8, R. 2111-9 et R. 2111-11 du code de la commande publique. Les labels proposés par le titulaire doivent répondre aux exigences précisées aux articles R. 2111-12 et R. 2111-14 du code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à privilégier la fourniture de produits avec un emballage recyclable ou à utiliser des emballages recyclés. Il s'engage également à fournir une démarche d'amélioration de la gestion des déchets.

Le titulaire s'engage à réduire au maximum ses émissions de CO<sub>2</sub>, notamment en optimisant les tournées de livraison (nombre de kilomètres parcourus, temps passés sur la route, véhicule propre...)

et en approvisionnement des produits durant les étapes de vie d'un produit (agricole, fabrication, transport, emballage, distribution).

## 5.7 Confidentialité

Tous les documents transmis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du présent accord-cadre doivent rester confidentiels. Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de ces documents à l'échéance de la durée utile d'archivage.

Par ailleurs, le titulaire et le CHLV qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'information ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalisés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

---

### CLAUSES RELATIVES AU RESPECT DU RGPD

#### Convention de dénomination :

- **« RGPD »** : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- **« candidat(s) au marché public »** : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- **« données personnelles »** : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée **« personne concernée »**) ; est réputée être une **« personne physique identifiable »** une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- **« traitement »** : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- **« responsable du traitement »** : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- **« sous-traitant au sens du RGPD »** : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement;

---

### SUR LE TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire

l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent accord-cadre selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel - BP 69500 Bron ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : [dpo@ch-le-vinatier.fr](mailto:dpo@ch-le-vinatier.fr);
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage de l'accord-cadre ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;
- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :
  - **auprès du Responsable de traitement, en contactant** :  
Centre hospitalier Le Vinatier  
Pôle Achat et Ingénierie  
Bât 309  
  
95 Bd Pinel  
  
69677 BRON CEDEX  
  
Mail : [\\_cellule\\_marches@ch-le-vinatier.fr](mailto:_cellule_marches@ch-le-vinatier.fr)
  - **auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant** :  
Centre hospitalier Le Vinatier  
Déléguée à la protection des données (DPO)  
95 Bd Pinel  
69677 BRON CEDEX  
Mail : [dpo@ch-le-vinatier.fr](mailto:dpo@ch-le-vinatier.fr)

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

## 5.8 Sécurité et prévention

### 5.8.1 Généralités

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché ou accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-FCS, la non-application par le titulaire des mesures de sécurité prévues entraîne la résiliation du marché à ses torts.

### **5.8.2 Autorisation d'accès du personnel sur les sites**

Le titulaire s'engage à se présenter au responsable désigné par le CHLV afin, d'une part, de fournir tous les renseignements relatifs à l'ensemble de son personnel chargé à chaque niveau de l'exécution des prestations et, d'autre part, pour remplir tous les documents nécessaires à l'accès du site pour l'ensemble de ces personnels.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le titulaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès du site était refusé à ses employés.

### **5.8.3 Accès des véhicules**

Le personnel bénéficiaire d'une autorisation d'accès de véhicule est tenu au respect des règles du Code de la route sur l'ensemble du site, ainsi qu'aux règles de stationnement applicables au CHLV.

## **6. Défaillance du titulaire**

En cas de défaillance réitérée, le CHLV peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution ait été préalablement notifié au titulaire et soit restée infructueuse, en application des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS.

## **7. Clause de réexamen**

L'accord-cadre peut être réexaminé conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, notamment dans les cas suivants :

- Amélioration des conditions d'exécution de l'accord-cadre
- Prolongation de l'accord-cadre
- Changement de titulaire (sous réserve d'acceptation par le pouvoir adjudicateur et remise des documents justificatifs)
- Modification du montant de l'accord-cadre
- Variation des prix
- Adjonction, modification ou suppression de prestations (substitution de référence de produit/matériel suite à un arrêt de production d'une référence, sous réserve que la nouvelle référence ait des caractéristiques techniques au moins équivalentes à l'ancienne).
- Adjonction, modification ou suppression des sites prévus dans le périmètre actuel du marché, notamment en cas d'acquisition, de location d'un nouveau bâtiment, reprise d'un bâtiment loué, de fermeture d'un site, de mise en location d'un site ou d'une partie d'un site...etc.

Dans les limites ainsi définies, les modifications seront formalisées par un avenant, à l'exception des révisions de prix, validées par un courrier d'acceptation du pouvoir adjudicateur, et des modifications de références, validées par certificat administratif.

## **8. Marchés de prestations similaires / livraisons complémentaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

## **9. Acquisitions supplémentaires par devis**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire l'acquisition de prestations **ou** de fournitures non prévues dans les pièces initiales du présent accord-cadre, dès lors que celles-ci sont manifestement en lien avec l'objet de l'accord-cadre. L'ajout de telles prestations ou fournitures fait l'objet d'un devis expressément accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le montant cumulé de ces acquisitions supplémentaires ne peut pas dépasser 20% du montant total maximal de l'accord-cadre.

## **10. Acquisitions supplémentaires par catalogue**

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Centre Hospitalier se réserve la possibilité de commander, en complément des produits spécifiquement listés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), tout type de produit figurant dans le catalogue du titulaire, sous réserve qu'il respecte les spécifications techniques et les exigences de qualité définies par le CHLV.

Le montant cumulé de ces acquisitions supplémentaires est limité à 20 % du montant maximum de l'accord-cadre, soit un plafond de 80 000€.

Ces commandes seront réalisées par bons de commande, sur la base des prix figurant dans le catalogue en vigueur au moment de la commande, auxquels sera appliquée la remise contractuelle préalablement définie par le Titulaire sur le BPU.

Le titulaire doit tenir à disposition du CHLV un catalogue régulièrement mis à jour et fournir un suivi rigoureux afin de garantir le respect du plafond fixé pour ces commandes additionnelles.

## **11. Dispositions relatives à la sous-traitance**

En application de l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique, seuls les marchés de services et les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation sont susceptibles d'être sous-traités.

La sous-traitance totale du marché ou de l'accord-cadre est interdite. Cependant, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193- 3 à 4 du Code de la commande Publique.

## **12. Modalités de détermination des prix de règlement**

### **12.1 Contenu des prix**

Les offres de prix doivent être faites sur le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), qui constitue l'annexe 1 de l'acte d'engagement et détaille la décomposition du prix initial de l'accord-cadre.

**Par dérogation à l'article 10.1.2. du CCAG-FCS, les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales HT et TTC.**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, aux mises en conformité, aux traitements, au coût de la main d'œuvre, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ou jusqu'au lieu d'exécution ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le candidat indique dans son offre le pourcentage de remise appliqué au CHLV pour les commandes sur catalogue. Il précise également un coefficient de refacturation applicable aux pièces détachées et équipements hors bordereau. Le CHLV est susceptible de demander au titulaire, quand il le juge nécessaire, la facture d'achat justifiant le respect du coefficient de refacturation.

Le retrait d'une référence ne doit pas entraîner une rupture de l'approvisionnement. Pour cela, le titulaire doit proposer, le cas échéant, en remplacement, un article de qualité équivalente répondant aux mêmes exigences que celles prévues par le cahier des charges. Son prix ne doit pas excéder celui de l'article remplacé et doit impérativement être validé par le CHLV.

#### **Taux de TVA :**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **Monnaie :**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **12.2 Forme du prix**

Les prix unitaires sont définitifs et fermes la première année. Ils sont révisibles annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre, au moyen d'un ajustement des prix unitaires indiqués dans le BPU, selon la formule de révision de prix figurant à l'article 12.5 du présent CCAP.

### **12.3 Formule de révision**

Les prix du BPU sont révisibles annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (X/X_o)$$

Dans laquelle :

- P : le prix après révision
- P<sub>o</sub> : le prix de base
- X<sub>o</sub> : l'indice référent définitif publié à la date de notification de l'accord-cadre
- X : le dernier indice référent définitif publié à la date de la demande de révision

Identifiant INSEE

Libellé

010764079

Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches

L'identifiant est consultable sur le site INSEE : <https://www.insee.fr/fr> .

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord cadre par courrier électronique à : [\\_cellule\\_marches@ch-le-vinatier.fr](mailto:_cellule_marches@ch-le-vinatier.fr)

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

## **12.4 Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3 % (trois pour cent) d'une année d'exécution à l'autre.

## **12.5 Offres promotionnelles**

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au CHLV des offres promotionnelles qu'il effectue. Il communique au CHLV le matériel concerné, la période de promotion et les tarifs appliqués.

Les réductions de prix affectées aux articles, objets de l'accord cadre, durant la promotion, s'appliquent pour toutes les commandes émises durant cette période. En dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au marché. En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés offerts par rapport aux conditions initiales de l'accord cadre.

Des exemples de promotions proposées dans le passé peuvent être fournis dans l'offre.

## **13. Conditions d'exécution du marché**

### **13.1 Conditions de passation des bons de commande**

Les prestations sont réalisées par émission de bons de commande.

Les bons de commande sont transmis par voie électronique. A cette fin, le titulaire indique au pouvoir adjudicateur l'adresse électronique adéquate pour la transmission des bons de commande.

Chaque bon de commande précise :

- L'identification des parties : administration et titulaire,
- L'adresse de facturation,
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature,
- La date et le code d'identification du service en charge du paiement : CHV\_AVEC\_CMD + Numéro d'engagement transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres), à transmettre par le titulaire sur ChorusPro,
- La désignation, la quantité et la référence des prestations à exécuter ou fournitures à livrer ;
- Le montant du bon de commande (en HT / TTC, taux TVA),
- La référence de l'accord-cadre,
- S'il y a lieu :
  - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
  - Les conditions particulières d'exécution
  - Les délais de réalisation de la prestation
  - Le lieu d'exécution de la prestation
  - Les documents à fournir à l'issue de la prestation.

## **14. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets**

Le stockage, l'emballage le transport des fournitures et la gestion des déchets sont effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison de la fourniture dûment constatée, par le Centre Hospitalier Le Vinatier.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 19 Pénalités du présent CCAP.

## **15. Conditions de livraison**

Le titulaire convient, dans les sept (7) jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, d'un rendez-vous avec le responsable Restauration, pour définir clairement l'exécution pratique des prestations et faire le tour des différents points de livraison.

Dans le cas où les listes des points de livraison figurant en annexes du CCTP seraient amenées à être modifié par le Centre Hospitalier Le Vinatier, celui-ci s'engage à informer au plus tôt par mail le titulaire.

Les livraisons seront effectuées franco de port et d'emballage. Elles seront conformes à la commande et effectuées aux heures et jours d'ouverture des services.

La fourniture est livrée accompagnée d'un bordereau de livraison en deux (2) exemplaires où sont précisés :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse,
- La date de livraison,
- La référence de la commande,
- Les prix HT et TTC,
- Le libellé du produit,
- Les quantités livrées.

Si la fourniture n'est pas livrée dans les délais prévus par le CCTP, le montant de la facture sera affecté d'une pénalité de retard telle que mentionnée à l'article *Pénalités* du présent CCAP.

En cas de contestation ou litige, le Directeur du Pôle Achat et Ingénierie ou son représentant convoquera le fournisseur qui devra venir, dans les plus brefs délais, constater le différend.

Le fournisseur s'engage à livrer, à installer et mettre en service les fournitures dans le délai imparti. Le fournisseur devra être en mesure d'assurer un dépannage exceptionnel, ou changer un produit non conforme en qualité et/ou quantité, dans un délai de deux (2) heures.

## **16. Opérations de vérification**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, le CHLV ne requiert pas la présence du titulaire pour les vérifications. En conséquence, le titulaire n'est pas obligatoirement avisé des jours et heures fixés pour les vérifications.

La signature du bon de livraison par le représentant de l'établissement bénéficiaire vaut acceptation quantitative des marchandises qui y sont mentionnées.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux spécifications techniques du marché.

### **16.1 Délai de vérification**

Le CHLV effectuée, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision. Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision conformément aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Les décisions de réfaction, de rejet (non admission) ou d'ajournement sont notifiées au titulaire qui a quinze (15) jours pour présenter ses remarques. Sans observation à l'issue des quinze (15) jours, il est fait application de la décision.

En cas de recours, les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations d'admission sont prolongés du délai nécessaire à l'exécution d'analyses complémentaires qui restent à la charge du titulaire.

### **16.2 Transfert de propriété**

La notification de la décision d'admission ou l'absence de décision d'admission au-delà de quinze (15) jours entraîne le transfert de propriété et l'exigibilité de la créance.

## **17. Certificat de bonne exécution du marché**

Le pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations un « **certificat de bonne exécution de l'accord-cadre** », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;

- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard...

## **18. Garantie technique**

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

Les fournitures sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du Code civil, l'acheteur étant réputé être un non professionnel pour les achats qui font l'objet du présent contrat.

## **19. Avance**

Conformément à l'article R2191-16 du Code la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et que sa durée d'exécution est supérieure à deux mois sauf refus exprimé dans l'Acte d'engagement (article R2191-5 du Code de la commande publique).

Le taux de l'avance accordé est de 5 %. Si le titulaire est une PME, le taux de l'avance accordée est de 20 %.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-16 et suivants du code de la commande publique.

Le taux et les conditions et les conditions de versement de l'avance ne peuvent pas être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et suivants du code la commande publique.

L'avance sera récupérée au moment du règlement de la facture après l'admission des prestations.

## **20. Acomptes**

Le droit de percevoir des acomptes est reconnu au titulaire de l'accord-cadre dans les conditions fixées aux articles R.2191-20 à 22 du Code de la commande publique.

## **21. Facturation et délais de paiement**

### **21.1 Transmission des demandes de paiement**

Conformément à l'article 11.7 du CCAG-FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après décision d'admission par le CHLV des prestations objets du bon de commande.

La transmission des factures se fait de manière dématérialisée sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Ces factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifie le Centre hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012

- Le code d'identification du service en charge du paiement : CHV\_AVEC\_CMD + Numéro de la commande transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres)
- Le numéro de l'accord cadre : 250015.
- Le numéro du bon de commande auquel rattacher la facture, le cas échéant.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants admis au paiement direct.

Conformément à l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique, les entreprises étant soumises à l'obligation de transmettre leurs factures de manière dématérialisée sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>), celles qui transmettraient des factures par une autre voie que ce portail, avant que les factures puissent être rejetées, se verraient rappeler par le pouvoir adjudicateur, par tous moyens, l'obligation de transmettre leur factures sous format dématérialisée sur le portail susmentionné.

## **21.2 Paiements des cotraitants**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou des membres du groupement sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **21.3 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier s'engage à effectuer le paiement de l'accord-cadre dans un délai global de cinquante (50) jours. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture par l'établissement, dans les conditions définies à l'article R. 2192-12 du code de la commande publique, et il a pour fin la date à laquelle les fonds sont décaissés par le Trésor Public.

Ce délai est suspendu dès lors que la facture est erronée, dans ce cas, l'établissement retourne le document litigieux au fournisseur accompagné des observations permettant sa rectification.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire de l'accord-cadre suspendent de plein droit le délai de paiement.

## **22. Cession ou nantissement de créances**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué à l'accord-cadre (sur l'acte d'engagement).

## **23. Pénalités**

Les pénalités sont cumulables avec les réfections et l'exécution aux frais et risques.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1 000) euros HT pour l'ensemble de l'accord cadre. La formule de variation de prix ne peut pas être appliquée aux pénalités.

Les documents à produire par le titulaire dans le délai fixé doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le CHLV.

Ces pénalités sont cumulatives et appliquées sur le montant TTC des sommes à régler.

Les présents articles dérogent à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-FCS.

### **23.1 Pénalités pour non-respect des délais de livraison**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard de livraison, le titulaire encourt une pénalité d'un montant égal à 5% du montant de la commande multiplié par le nombre d'heure de retard (chaque heure entamée étant dû). La pénalité ne pourra être inférieure à 10€ TTC.

### **23.2 Pénalités pour absence de livraison**

En cas d'absence de livraison, sur un point ou sur la totalité du site, le titulaire encourt une pénalité d'un montant forfaitaire égal à 100€ TTC.

### **23.3 Pénalités pour retard de transmission de documents**

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents devant être remis pendant l'exécution du marché sera appliquée. Il pourra être appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € TTC par jour de retard.

Les documents à produire par le titulaire par marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Centre Hospitalier Le Vinatier.

### **23.4 Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux**

Une pénalité en cas de non-respect des engagements environnementaux sera appliquée. Il pourra être appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € TTC par constatation.

### **23.5 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal**

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne

s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

## **24. Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par mail, confirmé par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non réactivité du titulaire, le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG FCS, sous réserve que les prestations ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

## **25. Résiliation de l'accord-cadre**

### **25.1 Résiliation pour faute**

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, le centre hospitalier Le Vinatier peut résilier l'accord cadre pour faute du titulaire, dans les cas décrits à l'article 41 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG FCS, pour les cas de figures évoqués aux g, i, m et n de l'article 41.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur résilie l'accord cadre sans mise en demeure.

Le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionne expressément.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### **25.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si le pouvoir adjudicateur résilie l'accord cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

## **26. Droit et langue**

Toute clause des conditions générales de vente du fournisseur est réputée nulle et non avenue, seules font foi les dispositions prévues au présent accord-cadre.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **27. Règlement des différends**

Les différends sont réglés conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

### **27.1 Règlement amiable des différends**

Tout litige ou différent survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre peut être soumis par le titulaire au CHLV. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

A défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir le médiateur des entreprises de la région Auvergne-Rhône Alpes (liste consultable au lien suivant : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Le-mediateur-des-entreprises> )

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

### **27.2 Règlement contentieux des différends**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Si l'affaire doit être portée devant les Tribunaux, seul le tribunal administratif de LYON est compétent

Tribunal Administratif de Lyon

184, rue Duguesclin

69003 Lyon – France

Tél. : 04 87 63 50 00

## **28. Garantie**

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent accord cadre. Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des éléments livrés, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## **29. Redressement ou liquidation judiciaire**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire conformément à l'article L. 622-13 du Code de commerce (sauvegarde ou redressement judiciaire) ou à l'article L. 641-11-1 du Code de commerce (liquidation judiciaire).

Si le liquidateur judiciaire ne reprend pas les obligations du titulaire, l'accord cadre sera résilié conformément à l'article 39.2 du CCAG FCS.

## **30. Dérogations aux documents généraux**

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 12.1 du présent CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 16 du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article 23 du présent CCAP déroge aux article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 23.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 24 du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-FCS.

L'article 25.2 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.